

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1422

[2002/29186]

7 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 juillet 1997;

Vu la délibération du Gouvernement du 28 février 2002;

Arrête :

Article 1^{er}. Les adresses mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration sont remplacées par les adresses suivantes :

« Services du Gouvernement de la Communauté française, Ministère de la Communauté française, boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles;

Services du Gouvernement de la Communauté française, Conseil supérieur de l'Audiovisuel, rue Jean Chapelié 35, à 1050 Bruxelles;

Services du Gouvernement de la Communauté française, Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant, rue de l'Association 11, à 1000 Bruxelles;

Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française, place Saintelette 2, à 1080 Bruxelles;

Office de la Naissance et de l'Enfance, avenue de la Toison d'Or 86, à 1060 Bruxelles;

Radio-Télévision belge de la Communauté française, boulevard Reyers 52, à 1040 Bruxelles;

Centre hospitalier universitaire de Liège, Domaine universitaire du Sart Tilman, bte 35, à 4000 Liège;

Service de perception de la redevance Radio-Télévision de la Communauté française, avenue Gouverneur Bovesse 29, à 5100 Jambes. »

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les mots : « Ministère de la Culture et des Affaires sociales » sont remplacés par les mots : « Ministère de la Communauté française ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mars 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Fonction publique,

R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1422

[2002/29186]

7 MAART 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 8 juli 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 28 februari 2002,

Besluit :

Artikel 1. De adressen vermeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur worden vervangen door de volgende adressen :

« Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, Ministerie van de Franse Gemeenschap, Leopold II-laan, te 1080 Brussel;

Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, Jean Chapelierstraat 35, te 1050 Brussel;

Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, Algemeen Afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de Rechten van het Kind, Verenigingstraat 11, te 1000 Brussel;

Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap, Saincteletteplein 2, te 1080 Brussel;

« Office de la Naissance et de l'Enfance » (Diensten voor Geboorte en Kinderwelzijn), Gulden Vlieslaan 86, te 1060 Brussel;

« Radio-Télévision Belge de la Communauté française », Reyerslaan 52, te 1040 Brussel;

« Centre Hospitalier Universitaire de Liège », Universitair Domein van het Sart Tilman, bus 35, te 4000 Luik.

Dienst voor inning van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap, avenue Gouverneur Bovesse 29, te 5100 Jambes ».

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken », vervangen door de woorden « Ministerie van de Franse Gemeenschap ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 maart 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Ambtenarenzaken,

R. DEMOTTE



F. 2002 — 1423

[2002/29175]

7 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une allocation pour l'exercice de fonctions informatiques à certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), modifié par le décret du 12 mars 1990;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux du 6 février 1967 et du 2 mars 1989;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 décembre 2001;

Vu le protocole n° 254 du Comité de secteur XVII conclu le 1^{er} février 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 28 février 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel statutaire et contractuel des niveaux 1, 2+, 2 et 3 des Services du Gouvernement de la Communauté française (Administration générale de la Culture et de l'Informatique Service général de l'Informatique et des Statistiques), ainsi qu'aux membres du personnel statutaire et contractuel des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII.

Art. 2. Une allocation est accordée aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} chargés de tâches informatiques afférentes à la conception, la coordination, l'analyse, la programmation ou la production d'applications informatiques.

Par tâches informatiques, il faut entendre :

- rédiger des rapports, notamment d'évaluation, sur les programmes, projets ou applications informatiques;
- se documenter sur les évolutions, participer à des cours et séminaires dans le domaine des technologies nouvelles de l'information dans le cadre d'une mission de longue durée à vocation informatique dans une entité administrative;
- installer des logiciels liés au système informatique et assurer leur mise à niveau;
- réaliser le suivi quotidien de l'exploitation des programmes, en gérer les ressources et la sécurité;
- diriger, planifier et répartir les tâches dans une entité administrative dont une des finalités reconnue est l'informatique;
- planifier et coordonner les différentes phases d'un projet informatique, en assurer le suivi et le contrôle;
- rédiger des études de faisabilité de projets informatiques;
- analyser les systèmes informatiques existants et formuler des propositions pour leurs améliorations opérationnelles;
- mettre au point des modèles conceptuels de systèmes informatiques;

- programmer la gestion de l'information par support informatique;
- réaliser des tests des programmes et mettre ceux-ci au point;
- recevoir des nouvelles applications informatiques, élaborer et exécuter des procédures d'exploitation et en assurer le suivi; prendre à cet effet les initiatives nécessaires pour assurer l'exécution des chaînes informatiques dans le respect des délais imposés;
- détecter, identifier, suivre et corriger les problèmes de logiciels et techniques;
- conseiller les utilisateurs de produits informatiques dans le choix de solutions techniques ou dans les modalités d'utilisation;
- rédiger les parties techniques des cahiers de charges de marchés publics informatiques.

Le Gouvernement peut, à tout moment, modifier la liste des tâches informatiques proposée à l'alinéa précédent.

Art. 3. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} doivent être titulaires d'un des grades suivants ou exercer des fonctions y correspondant en exécution de leur contrat de travail :

- Directeur général adjoint;
- Informaticien-directeur;
- Directeur ou directrice (catégorie : expert-groupe de qualification : 1);
- Directeur ou directrice (catégorie : expert-groupe de qualification : 4);
- Informaticien-expert;
- Informaticien;
- Attaché ou attaché principal ou attachée ou attachée principale (catégorie : expert-groupe de qualification : 4);
- Attaché ou attaché principal ou attachée ou attachée principale (catégorie : expert-groupe de qualification : 1);
- Premier gradué ou première graduée (catégorie administratif - groupe de qualification : 3);
- Gradué ou gradué principal ou graduée ou graduée principale (catégorie administratif - groupe de qualification : 3);
- Premier assistant ou première assistante (catégorie administratif - groupe de qualification : 2);
- Assistant ou assistant principal ou assistante ou assistante principale (catégorie administratif - groupe de qualification : 2);
- Premier adjoint ou première adjointe (catégorie : administratif - groupe de qualification : 1);
- Adjoint ou adjoint principal ou adjointe ou adjointe principale (catégorie : administratif - groupe de qualification : 1).

Ils doivent faire l'objet d'une évaluation favorable.

Le Gouvernement peut déroger à cette liste sur proposition motivée du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou du fonctionnaire dirigeant d'un organisme d'intérêt public visé à l'article 1^{er}.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 6, chaque membre du personnel figurant sur la liste visée à l'article 5 reçoit, mensuellement, pour autant qu'il ait exercé sans interruption durant le mois d'activité des tâches informatiques au sens de l'article 2 dans son entité administrative et que, durant la même période, il n'ait pas bénéficié d'indemnités pour l'exercice d'une fonction supérieure, une allocation dont le montant est fixé à 12,5 % de son salaire mensuel brut.

Elle est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

La prime est due pour toute période donnant droit au traitement mensuel, ou à des indemnités liées à une incapacité de travail ou au congé de maternité.

Art. 5. Le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française et les fonctionnaires dirigeants de chacun des organismes d'intérêt public visé à l'article 1^{er} établissent mensuellement, conformément aux dispositions de l'article 4, chacun pour ce qui concerne son entité administrative, la liste des membres du personnel visés à l'article 3 qui exercent les tâches reprises à l'article 2, alinéa 2. Cette liste est établie sur base des propositions des fonctionnaires généraux dirigeant les entités administratives dans lesquelles ces tâches sont exercées.

La liste est visée par l'Inspection des Finances.

Art. 6. L'allocation est liquidée au membre du personnel sur décision du Secrétaire général ou du fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2002.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 7 mars 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
R. DEMOTTE

VERTALING

N. 2002 — 1423

[2002/29175]

7 MAART 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning aan sommige personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die afhangen van het Sectorcomité XVII van een toelage voor het uitoefenen van ambten inzake informatica

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een « Commissariat général aux Relations internationales »;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gewijzigd bij het decreet van 12 maart 1990;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor inning van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 houdende bepaling van de algemene principes;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1967 en 2 maart 1989;

Gelet op het besluit van 22 juli 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van 22 juli 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 18 december 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 december 2001;

Gelet op het Protocol nr. 254 van het Sectorcomité XVII gesloten op 1 februari 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van 28 februari 2002 van de Regering,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de leden van het statutair en contractueel personeel van de niveaus 1, 2+, 2 en 3 van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap (Algemeen Bestuur voor Cultuur en Informatica - Algemene Dienst van de informatica en Statistieken), alsook op de leden van het statutair en contractueel personeel van de Instellingen van openbaar nut die afhangen van het sectorcoité XVII.

Art. 2. Een toelage wordt toegekend aan de personeelsleden bedoeld bij artikel 1, belast met taken inzake informatica die verband houden met de conceptie, de coördinatie, de analyse, de programmering of de productie van toepassingen op het vlak van de informatica.

Onder taken inzake informatica dient te worden verstaan :

— opmaken van de verslagen, inzonderheid evaluatieverslagen, over de programma's, projecten of toepassingen op het vlak van de informatica;

— zich documenteren over de evoluties, deelnemen aan cursussen en seminaries op het vlak van de nieuwe technologieën inzake informatica in het kader van een opdracht van lange duur met inslag op informatica in een administratieve entiteit;

— installeren van softwares die verband houden met het informaticasysteem en ervoor zorgen dat ze op peil worden gebracht;

— zorgen voor de dagelijkse opvolging van de exploitatie van de programma's, de potentialiteiten en de veiligheid ervan beheren;

— plannen leiden en de taken verdelen in een administratieve entiteit waarvan een van de erkende finaliteiten informatica is;

— de verschillende fasen van een informaticaproject plannen en coördineren, de opvolging en de controle ervan verzekeren;

— studies maken over de uitvoerbaarheid van de informaticaprojecten;

— de bestaande informaticasystemen analyseren en voorstellen doen voor hun operationele verbeteringen;

— de conceptuele modellen van informaticasystemen regelen;

— het beheer van de informatie via informaticadrager programmeren;

— de testen voor de programma's verwezenlijken en deze regelen;

— nieuwe toepassingen inzake informatica ontvangen, de exploitatieprocedures uitwerken en uitvoeren en de opvolging ervan verzekeren; de nodige initiatieven in dat vooruitzicht nemen om de uitvoering van de informatica-verbindingen te verzekeren met eerbiediging van de opgelegde termijnen;

— de problemen inzake softwares en technieken ontwarren, identificeren, opvolgen en oplossen;

— de gebruikers van informaticaproducten met raad bijstaan bij de keuze van technische oplossingen of de gebruiksmodaliteiten;

— de technische gedeelten van de lastenkohieren van overheidsopdrachten voor informatica opstellen.

De Regering kan op gelijk welk ogenblik wijzigingen brengen aan de lijst van de taken inzake informatica die in het vorig lid wordt voorgesteld.

Art. 3. De bij artikel 1 bedoelde personeelsleden moeten houder zijn van een van de volgende graden of ambten uitoefenen die ermee overeenstemmen in uitvoering van hun arbeidsovereenkomst :

— Adjunct-directeur-generaal;

— Informaticus-directeur;

— Directeur of directrice (categorie : deskundige- kwalificatiegroep : 1);

— Directeur of directrice (categorie : deskundige- kwalificatiegroep : 4);

— Informaticus-deskundige;

— Informaticus;

— Attaché of eerstaanwendend attaché (categorie : deskundige- kwalificatiegroep : 4);

— Attaché of eerstaanwendend attaché (categorie : deskundige- kwalificatiegroep : 1);

— Eerste gegradueerde (categorie administratie- kwalificatiegroep : 3);

— Gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde (categorie administratie- kwalificatiegroep : 3);

— Eerste assistent (categorie administratie- kwalificatiegroep : 2);

— Assistent of eerstaanwendend assistent (categorie administratie- kwalificatiegroep : 2);

— Eerste adjunct (categorie administratie- kwalificatiegroep : 1);

— Adjunct of eerstaanwendend adjunct (categorie administratie- kwalificatiegroep : 1).

Zij moeten een gunstige evaluatie gekregen hebben.

De Regering kan afwijken van deze lijst op gemotiveerd voorstel van de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of van de leiden ambtenaar van een instelling van openbaar nut bedoeld bij artikel 1.

Art. 4. Onverminderd artikel 6, ontvangt ieder personeelslid vermeld op de bij artikel 5 bedoelde lijst, voor zover het lid tijdens de activiteitsmaand in zijn administratieve entiteit ononderbroken informaticataken heeft uitgevoerd in de zin van artikel 2 en het tijdens diezelfde periode geen vergoedingen heeft ontvangen voor het uitoefenen van een hoger ambt, maandelijks een toelage waarvan het bedrag vastgesteld is op 12,5 % van zijn maandelijks bruto bezoldiging.

Die toelage is verbonden aan de spilindex 138,01.

De premie is verschuldig voor een periode die recht geeft op de maandwedde of op vergoedingen verbonden aan een arbeidsongeschiktheid of aan het bevallingsverlof.

Art. 5. De Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de leiden ambtenaren van elke instelling van openbaar nut bedoeld bij artikel 1 stellen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, ieder wat zijn administratieve entiteit betreft, maandelijks de lijst op van de personeelsleden bedoeld bij artikel 3 die de bij artikel 2, lid 2 vermelde taken uitoefenen. Deze lijst wordt opgemaakt op basis van de voorstellen van de ambtenaren-generaal die de leiding hebben van de administratieve entiteiten waarin deze taken worden uitgeoefend.

De lijst wordt voor de Inspectie van Financiën geïnterpreteerd.

Art. 6. De toelage wordt uitbetaald aan het personeelslid op beslissing van de Secretaris-generaal of van de ambtenaar die de leiding heeft van de instelling van openbaar nut.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 7 maart 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
R. DEMOTTE